

DIAL 2707

COLOMBIE - Vingt-deux ethnies d'Amazonie sont en danger d'extinction

L. Evelys Andrade

lundi 1er mars 2004, mis en ligne par [Dial](#)

Il y a 54 peuples indigènes dans l'Amazonie colombienne. Parmi eux, 22 sont menacés d'extinction, parmi lesquels certains comptent très peu de membres. Nous publions ci-dessous un texte paru dans [ADITAL](#), 15 décembre 2003, présentant cette situation et des extraits d'un entretien avec L. Evelys Andrade, de l'[Organisation nationale indigène de Colombie](#) (CONIC) paru dans [ALAI](#), 4 février 2004.

L'Association latino-américaine des droits humains ([ALDHU](#)), créée en Équateur et présente dans ce pays depuis 3 ans, a présenté récemment un rapport sur quelques ethnies d'Amazonie, lesquelles comptent moins de 1 000 membres et parfois moins de 100. Actuellement, il existe 22 peuples indigènes d'Amazonie colombienne en danger d'extinction due à la négligence de l'Etat et au conflit armé.

Ces 22 groupes aborigènes, selon le rapport intitulé L'agonie du jaguar : droits des peuples indigènes de l'Amazonie colombienne, pourraient subir le même sort que 90 tribus qui ont disparu de cette zone au cours du XX^{ème} siècle à cause des maladies, des colonisations et des « cueilleurs de caoutchouc ». Réalisée sous les auspices de l'Union européenne, l'étude est le résultat du travail réalisé durant un an et demi par les indigènes des communautés qui habitent ce territoire colombien, durant lequel ils ont eu des entretiens, dans leur propre langue, avec les principaux leaders des diverses ethnies regroupant une population totale de 98 580 membres.

Entre les 22 peuples aborigènes qui sont en danger d'extinction il y a, selon l'ALDHU, les peuples Taiwamo (de seulement 22 membres), Makaguaje, Pisamira, Piaroa, Muinane, Jupda (avec moins de 100 membres), Tucano, Ticuna, Curripaco et Witoto (dépassant à peine les 7 000). De plus, ajoute l'organisme humanitaire, il y a des communautés comme les Embera ou les Páez (Nasa) nombreux au-delà de l'Amazonie, ainsi que d'autres comme les Cocama, Ticuna et Piaroa, du Venezuela, du Pérou ou du Brésil. Les chiffres mis en avant par l'étude montrent que des 490 Nukak, 40 ont été déplacés, et que sur les 1 271 Cofán, 26 ont été assassinés. C'est comme si à Bogotá 2% de la population avait été assassinée en 5 ans (soit environ 140 000 habitants).

Le rapport soutient que beaucoup de problèmes sont dus au manque de présence du gouvernement, lequel n'a pas reconnu les entités indigènes comme des entités publiques et que les soutenir c'est construire l'Etat. Le rapport ajoute que les autorités ne connaissent pas la réalité culturelle et écologique de la zone. Dario Villamizar, directeur exécutif de l'ALDHU a avancé que, entre 1999 et 2003, près de 300 indigènes furent assassinés, ce qui représente un taux de 276,9 pour cent mille habitants, plus de quatre fois et demie le taux national. Près d'un cinquième sont des autorités, mamos et capitanes [1].

De même, le rapport a notifié le déplacement par la violence de 1 725 indigènes, c'est-à-dire 1,74% de la population indigène amazonienne, environ 3 fois plus que la moyenne nationale de 2002.

Les actions militaires sur les terres sacrées, l'occupation du territoire traditionnel, le contrôle à l'entrée

des aliments et des combustibles de la part des groupes irréguliers et de l'armée, l'enrôlement forcé des enfants et les régimes de terreur imposés dans certains lieux par les paramilitaires sont le pain quotidien en de nombreuses zones de l'Amazonie, signale le rapport de l'ALDHU. Cette organisation attribue l'actuelle situation que vivent les indigènes d'Amazonie à l'absence de présence étatique, au conflit armé, aux cultures illicites de coca et de pavots. On est au bord de la disparition de 22 des 54 ethnies qui habitent ce territoire colombien.

Les Indigènes et le Plan Colombie

Interview de L. Evelys Andrade,
Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC)

Le conflit colombien est en cours de régionalisation. Des indigènes fuient vers l'Equateur, le Panama ou le Venezuela. Que pensez-vous de cette situation ?

La stratégie du Plan Colombie a de graves implications sur les communautés indigènes et a une dimension régionale. Beaucoup de gens et de nombreux gouvernements pensent qu'il s'agit d'un problème purement colombien mais il a aussi des implications dans les pays frontaliers. Si on augmente chaque fois la pression sur les groupes insurgés, s'il y a confrontation, alors eux aussi seront obligés de chercher des territoires frontaliers. Et, dans la mesure où il y aurait une confrontation, il y aura des dénonciations, des persécutions, des actions violentes contre les communautés qui devront, elles aussi, passer les frontières. C'est un problème qui doit s'analyser comme un problème régional, qui nous concerne tous et avec lequel nous devons être solidaires. Les gouvernements doivent développer une politique qui prenne en compte les implications de l'application du Plan Colombie dans une perspective militariste de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Je ne veux justifier ni l'un ni l'autre mais, sous ces prétextes et dans le combat contre ces deux phénomènes que l'humanité rejettent, les peuples indigènes et non-indigènes, les Noirs, etc.... sont ceux qui payent les conséquences.

Plus précisément, de quelle façon le conflit armé affecte-t-il les populations indigènes de l'Amazonie colombienne ?

Dans le cas de l'Amazonie colombienne, ces populations n'ont pas de problèmes territoriaux. Pratiquement toutes jouissent d'une reconnaissance et leur réserve est identifiée légalement. Le problème réside dans le fait que les groupes armés commencent à faire des incursions sur ces territoires. Ce sont des communautés très isolées, très vulnérables, très peu prises en compte par le gouvernement national. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut lancer un SOS pour les peuples indigènes de l'Amazonie et pour ceux qui vivent dans les zones frontalières parce qu'ils courent des risques énormes. Si les organisations ne mènent pas d'actions concrètes, s'il n'y a pas d'implication claire et une action décidée de la part du gouvernement colombien, des gouvernements des pays frontaliers et de la coopération internationale pour arrêter cela et sauver la situation de ces communautés, on pourra parler, d'ici quelques années, d'extinction de ces peuples. On ne peut pas éluder cette responsabilité historique. Etant donné que ce sont de petits villages, dans leur majorité de maximum 100 personnes, ils peuvent courir le risque, si le conflit armé s'amplifie, que la jeunesse, par exemple, abandonne les communautés et aille grossir les rangs des groupes armés, que ce soit volontairement ou parce qu'ils sont soumis à des pressions. D'autre part, puisque le gouvernement n'a pas de politique volontariste à leur égard, les communautés peuvent être décimées par les maladies et les épidémies. De la même façon, si l'on assiste à une confrontation majeure dans les territoires, il y aura des déplacements massifs vers les villes et cela mettra en danger la survie physique et culturelle des peuples indigènes parce qu'ils vont se disperser et perdre leur condition de peuple et de communauté. En outre, certaines entreprises multinationales, pharmaceutiques ou pétrolières, ont des intérêts dans l'exploitation des ressources des territoires. Cela aussi met en danger la survie physique et culturelle de ces peuples car, dans la mesure où ils assument une position de rejet des mégaprojets, de revendication de leurs droits et qu'ils veulent négocier ce qui leur est dû, ils commencent à être en danger. Nous savons que plusieurs dirigeants ont été menacés par les groupes armés et par les secteurs économiques qui ont des intérêts dans ces régions.

- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2707.

- Source (espagnol) : [ADITAL](#), 15 décembre 2003 ; [ALAI](#), 4 février 2004.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Termes qui désignent des autorités traditionnelles.